

Compte-rendu de la Formation Spécialisée du CSAL de l'Eure du 29 avril 2026

Évreux, le 29 avril 2026,

Représentant·e·s du personnel présent·e·s :

Solidaires Finances Publiques : 5 sièges de titulaires

- Aurélie BEAUCHÉ
- Sylvain BERGER
- Jean-Baptiste COUTELIS
- Jérôme LEGEAY
- Jean-François LOUIS

CGT : 2 sièges de titulaires

- Émeric TELLIER
- Tanguy COCQUEEL

FO : 1 siège de titulaire

- Fabien DUBOST

La Formation Spécialisée (FS) du CSAL de l'Eure s'est réuni le 29 avril 2026 avec pour point unique à l'ordre du jour la réinstallation du SIP de Vernon sur le site de l'école Jules Ferry. Après ouverture de la séance et constatation du quorum, il a été procédé à la lecture des liminaires de **Solidaires Finances Publiques** et de FO.

Dans notre liminaire, nous demandions à ce que ce projet d'aménagement important touchant de nombreux collègues soit présenté pour avis en CSAL, en vertu des dispositions de l'article R253-1 du Code général de la Fonction publique.

La Direction a répondu que bien que ce projet soit important pour notre Direction, il ne constitue pas, à leur sens, un projet important au sens de la jurisprudence, au titre qu'il ne s'agit « que » d'une réinstallation et donc pouvait n'être présenté qu'en FS qui est une émanation du CSAL. La question de la présentation pour avis, pourtant essentielle, a été expéditivement écartée.

Concernant nos alertes sur la non-accessibilité du bâtiment aux personnes à mobilité réduite (PMR), surtout concernant les agent·e·s, la Direction a répondu qu'elle avait renouvelé sa demande à la Centrale qui avait notifié un refus.

La Direction nous a remis en séance le calendrier prévisionnel actualisé des travaux. Celui-ci prévoit une réception des travaux à la mi-juillet, une installation des agent·e·s avant la campagne des avis et une inauguration « en grande pompe » au dernier quadrimestre 2026. Il indique aussi que les travaux ont déjà débuté.

Nous avons renouvelé notre alerte concernant la prise en compte de l'amiante dans les travaux. En effet, plusieurs parties du bâtiment où sont prévus des travaux présentent des traces d'amiante. Nous avons demandé à ce qu'un point d'actualisation soit fait avant le début des travaux.

La Direction a laconiquement répondu que l'entreprise prestataire était informée et que le sujet avait été abordé en réunion de chantier. **Solidaires Finances Publiques** a demandé quand aurait lieu le percement et la Direction a indiqué qu'elle aurait lieu mi-mai.

Concernant la disparition du point d'eau au RDC dans les futurs locaux de l'accueil, **Solidaires Finances Publiques** a maintenu sa position de voir celui-ci maintenu pour l'hygiène. La Direction a prétexté la présence de tuyaux qui condamneraient le point d'eau afin de mener les travaux... La Direction a indiqué que pour l'hygiène, le recours au gel hydro-alcoolique était possible et que pour l'hydratation, elle pourrait doter le service d'une fontaine à bonbonne. Il a été fait remarquer que cela poserait problème pour les personnels de ménage. La Direction a répondu qu'effectivement, ces personnels devraient prendre l'eau à l'étage.

Concernant notre demande de réétudier l'organisation du premier étage pour sécuriser l'accueil des usagers et étanchéifier la zone gestion, la Direction a annoncé qu'il n'y aurait plus d'accueil à l'étage, seul le RDC servirait (3 box) et que la salle de la mairie de Saint-Marcel serait prise en location pour accueillir les flux plus importants lors de la campagne déclarative.

Concernant le risque incendie, **Solidaires Finances Publiques** a fait remarquer qu'en l'état l'organisation imposait deux évacuations et que la seconde arrivait dans la partie Education nationale (EN). Il convenait donc de coordonner les exercices incendie avec eux.

L'ISST a abondé en rappelant qu'il fallait bien deux dégagements puisqu'il y avait plus de 20 agent·e·s et que l'EN étant responsable incendie sur le site, il fallait se coordonner avec elle pour les exercices et pour clarifier les points de rassemblement.

Solidaires Finances Publiques a aussi fait remarquer que l'EN procédait à des exercices confinement/anti-intrusion - ce qui n'était pas le cas de la DDFIP – qui sont complètement différents des exercices incendie.

Enfin concernant l'identification du bâtiment et le fléchage municipal, la Direction a répondu qu'elle verra ça avec la mairie.

Avant de clore la séance, la Direction a annoncé l'arrivée de 11 A dans le département à l'occasion du mouvement national de mutation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est close.

Les représentant·e·s de **Solidaires Finances Publiques** au CSAL-FS de l'Eure